

Sommaire



1. Prévention de la pollution, la clé du développement durable.....	1
2. Le CAR/PP et Plan Bleu à l'Expo Zaragoza 2008	2
3. Consommation : la voie vers la durabilité	3
4. Le CAR/PP, entité officiellement reconnue comme centre nominé pour la Convention de Stockholm	4
5. Le CAR/PP signe un accord de collaboration avec l'Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche (UNITAR).....	5
6. Le projet GEZDI se consolide avec deux nouvelles formations en Tunisie	5
7. L'initiative Horizon 2020 souligne l'importance de la formation de tous les pays	6
8. Événements durables.....	7

1. Prévention de la pollution, la clé du développement durable

L'importance de la prévention et du contrôle de la pollution dans les processus industriels (directive IPPC) a été mise en évidence à l'occasion du séminaire sur la prévention et le contrôle intégrés de la pollution dans le système d'autorisations industrielles au sein des pays méditerranéens d'Afrique et du Moyen-Orient qui s'est tenu à Séville les 25 et 26 juin derniers. À l'occasion de cet événement organisé par le CAR/PP, 45 participants provenant de plus de 18 pays, institutions et entreprises d'Europe et de la Méditerranée ont partagé leurs expériences et ont exposé leurs inquiétudes en ce qui concerne l'application des meilleurs techniques disponibles.

Du 25 au 26 juin 2008, le bâtiment Expo, siège du Bureau européen de l'IPPC, a accueilli le

séminaire sur la prévention et le contrôle intégrés de la pollution dans le système d'autorisations industrielles

au sein des pays méditerranéens d'Afrique et du Moyen-Orient. Esperanza Caro, première responsable du Secrétariat général du changement climatique et de la qualité





environnementale du ministère de l'Environnement du Gouvernement d'Andalousie, a souhaité la bienvenue à l'assistance et a inauguré le séminaire en dressant un portrait de la situation des autorisations industrielles en Andalousie délivrées à 90 % des entreprises andalouses. Après son intervention, Carmen Falkenberg et Christian Wimmer, membres de la Commission européenne, ainsi que Enrique de Villamore du CAR/PP ont dressé un large aperçu de la situation de la pollution et de la production durable dans la Méditerranée.

Tout au long du séminaire, les présentations des différents participants découpées en domaines thématiques de discussion se sont succédées. Plusieurs questions ont été abordées: l'identification et le choix des meilleures techniques disponibles (MTD), l'application de la directive IPPC dans les systèmes d'autorisations industrielles, les valeurs seuils de rejet basées sur les MTD, les

inventaires de la pollution nationale et, pour finir, les MTD en tant qu'outils permettant d'associer le développement industriel à la protection environnementale.

Le Centre d'activités régionales pour la production propre (CAR/PP) a organisé la rencontre en collaboration avec le Bureau de l'IPPC, la Commission européenne, le Med Pol et VITO.

Participation active

Les participants au séminaire, 45 personnes provenant d'Algérie, d'Allemagne, de Belgique, d'Égypte, d'Israël, du Liban, de Libye, du Maroc, de Syrie, de Tunisie et d'Espagne, se sont montrés tout particulièrement intéressés aux systèmes de prévention existants, aux possibilités d'homogénéiser les autorisations demandées par chacun des pays et à la disponibilité des documents de référence sur les MTD (sigle BREF en anglais). Depuis le Med Pol, l'accent a été mis sur

l'importance de disposer d'un système d'information ouvert offrant un accès facile à tous les intéressés. Cette proposition a bénéficié d'un soutien général, même si la difficulté quant à l'obtention de données suffisantes et fiables a été soulignée. À cet effet, l'importance de l'implication des autorités locales a été rappelée.

Conclusions

Après le séminaire, une liste de conclusions a été dressée. Parmi l'ensemble des solutions apportées, il convient de citer l'importance de la prévention et du contrôle afin de rendre le développement industriel plus durable, en soulignant que les bénéfices financiers ne vont pas à l'encontre des améliorations environnementales.



En ce qui concerne les documents BREF, bien que ces derniers aient été élaborés en accord avec les besoins européens, leur utilité pour les pays non européens a été approuvée à la majorité. Ces derniers ont par ailleurs demandé à être incorporés en tant qu'observateurs à l'occasion des prochaines révisions de ces documents. ■

2. Le CAR/PP et Plan Bleu à l'Expo Zaragoza 2008

L'eau, thématique principale de l'Expo Zaragoza 2008, est l'élément à l'origine de nombreux efforts, projets et séminaires menés à bien par le CAR/PP depuis ses 12 années d'existence. Afin d'exploiter cette expérience et l'ensemble de ces connaissances accumulées, le CAR/PP a été invité à réaliser une présentation dans le cadre de cette exposition sur l'eau.

Prononcé le 16 juillet dans l'espace rencontres se trouvant à l'intérieur du pavillon El Faro, le discours s'est



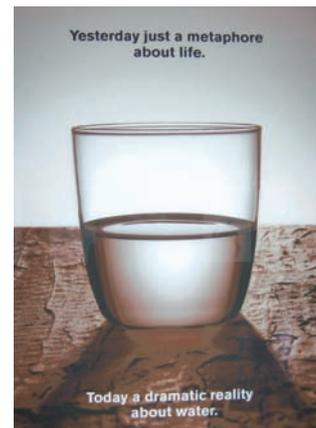


découpé en deux interventions. La première, intitulée « Les tendances de consommation d'eau dans la Méditerranée », a été prononcée par deux experts de Plan Bleu qui ont commencé à parler de la quantité d'eau utilisée par chacun des pays de la Méditerranée. La grande consommation et le volume d'eau rejeté de pays comme l'Espagne, la France, l'Italie, la Turquie et l'Égypte furent mis en évidence, la France se distinguant du reste des pays par le fait d'exploiter cette ressource de façon beaucoup plus rationnelle. En règle générale, il a été constaté que la demande d'eau a augmenté de manière alarmante dans les pays du sud-est de la Méditerranée, tandis que le nord a stabilisé sa consommation depuis la moitié des années 90. Des données relatives à l'exploitation des ressources naturelles ont permis de constater que la Libye et l'Égypte dépassent dangereusement la barre des 75 % des ressources exploitées. Pour cette raison, les conclusions de la présentation se sont axées sur le besoin de gérer les ressources naturelles, et tout particulièrement l'eau, de façon appropriée, et ce en travaillant sur la demande de cette dernière.

Le CAR/PP a pris en charge la deuxième intervention qui a débuté avec des statistiques sur la distribution de l'usage de l'eau par secteurs, en mettant en évidence le fait que ceux consommant le plus de ressources

hydriques sont le secteur agricole au sein des pays en voie de développement et le secteur industriel dans les pays développés. L'accent a précisément été mis sur le besoin d'eau dans l'industrie et dans l'alimentation, en soulignant que notre survie ne dépend pas uniquement de l'eau que nous buvons. Par la suite, il a été souligné que le secteur de l'alimentation constitue, de loin, le secteur qui rejette le plus de polluants dans les milieux aquatiques. À partir de là, le CAR/PP a cité quelques-unes des bonnes pratiques environnementales pouvant être mises en place dans l'agriculture, l'industrie et les entreprises en général. Ces conseils furent illustrés par la réussite de certaines entreprises de la Méditerranée ayant mis en pratique des techniques de production plus propre qui se sont traduites par des résultats positifs au niveau de la consommation d'eau. Les exemples cités ont été sélectionnés parmi les 100 études de cas du projet GRECO (Green Competitiveness ou compétitivité verte) recueillies par le centre pendant plus de 10 ans. La majorité de ces 100 cas mettent en exergue l'expérience d'entreprises ayant réussi à réduire leur utilisation d'eau grâce à des techniques simples mais efficaces qui, parallèlement, ont débouché sur des économies financières et environnementales.

La semaine « Usages et abus de l'eau » a permis de faire valoir la contribution des deux centres appartenant au Plan d'Action pour la Méditerranée (PAM). Toutes les activités associées aux semaines thématiques ont été menées à bien dans le pavillon El Faro dédié aux initiatives citoyennes. Ce fait s'est avéré être la première occasion pour les organisations non gouvernementales d'être responsables du contenu et de la conception d'un pavillon dans le cadre d'une exposition internationale. ■



3. Consommation : la voie vers la durabilité

En novembre prochain, le CAR/PP organisera un séminaire sur la consommation et le changement climatique ainsi qu'une table ronde sur la consommation et la production durables dans la Méditerranée. Ces deux événements cherchent à contribuer à l'inversement des tendances de production et de consommation actuelles responsables d'une véritable dévastation environnementale.

Après l'approbation de la nouvelle mission du CAR/PP, dont la consommation durable constitue l'un des points de concentration de ses efforts, le centre a travaillé avec acharnement afin de prouver que la consommation constitue l'un des facteurs les plus importants sur lequel l'accent doit être mis afin d'éviter la dégradation de l'environnement et le changement climatique. Pour cette raison, le CAR/PP a récemment publié l'étude intitulée

« Les émissions de gaz à effet de serre considérées dans la perspective de la consommation au sein d'une économie globale – Expérience pilote dans la Méditerranée – Étude de cas : l'Espagne ». Cette étude est la première d'une série de futures publications techniques en la matière actuellement en cours de préparation.

Au niveau social, le centre contribue également à la diffusion de matériel dont l'objectif est d'encourager le public en général à consommer de façon consciencieuse. Le but est de faire prendre conscience aux consommateurs de leur pouvoir à l'heure d'opter pour un produit ou un autre, d'acheter ou non en fonction de ses valeurs sociales et environnementales.

Table ronde sur la consommation et la production durables

Convaincu du fait que les efforts entrepris pour protéger l'environnement et atténuer le changement climatique sont inefficaces dans la mesure où aucune lutte n'est menée contre les modèles de consommation et de production non durables, le CAR/PP organise la première table ronde méditerranéenne sur la consommation et la production durables (CPD), ainsi que sur l'efficacité des ressources. Réunissant des experts des administrations publiques pertinentes, des représentants de la société civile et des secteurs professionnels et industriels des pays de la Méditerranée, des membres du PAM et des agents internationaux, cet événement se déroulera à Barcelone les 5, 6 et 7 novembre prochains dans l'objectif d'identifier les enjeux et les mesures concrètes afin de progresser vers l'atteinte



de la CPD dans la région. Une considération spéciale sera accordée aux domaines thématiques identifiés par l'Ecosystem Management Decision Support (EMDS) tels que le changement climatique, l'un des champs d'action prioritaires pour le développement durable dans la Méditerranée récemment approuvé par les parties contractantes de la Déclaration d'Almería.

Séminaire sur la consommation et le changement climatique

Le 4 novembre prochain, le CAR/PP organisera à Barcelone un séminaire sur la consommation et le changement climatique axé sur l'analyse des enjeux méthodologiques et des opportunités stratégiques des gaz à effet de serre dans la perspective de la consommation. Il s'agit d'une rencontre adressée aux experts internationaux afin que ces derniers puissent débattre des points comme la méthode utilisée par le CAR/PP dans son étude en vue de calculer l'empreinte de carbone associée à la consommation espagnole, ou le potentiel de la perspective de la consommation sur le changement climatique au sein des politiques internationales. ■

4. Le CAR/PP, entité officiellement reconnue comme centre nominé pour la Convention de Stockholm

Un séminaire adressé aux centres nominés pour la Convention de Stockholm s'est tenu en Suisse les 17, 18 et 19 juin derniers. Invité à participer à l'événement grâce à la candidature présentée par le Gouvernement espagnol, le CAR/PP a officiellement été reconnu comme centre nominé pour la Convention. Cette consécration est une véritable reconnaissance du travail mené par le CAR/PP depuis de nombreuses années dans le domaine de la gestion des produits chimiques et vient apporter une importante motivation au centre en vue de



poursuivre sa tâche dans cette ligne de conduite. C'est ainsi que l'a souligné Virginia Alzina, directrice du CAR/PP, au cours de sa présentation du centre.

La docteure Alzina a expliqué les différents travaux actuellement

entrepris par le CAR/PP en accord avec les actions de la Convention de Stockholm, parmi lesquels il convient de souligner la prestation d'une assistance aux pays méditerranéens pour la gestion appropriée des PCB (biphényles polychlorés), ainsi que pour la mise en place des actions prioritaires envisagées dans leurs Plans nationaux de mise en œuvre (PNMO).

Le plan de travail du CAR/PP comprend plusieurs actions en relation avec la Convention de Stockholm: préparation de profils pour l'ASGIPC (Approche stratégique

de la gestion internationale des produits chimiques), réalisation d'une étude sur les matériaux ignifuge bromés (sigle BFR en anglais) ou la préparation de la contribution du Plan d'action pour la Méditerranée (PAM) à la deuxième Conférence sur la gestion des produits chimiques (ICCM-II). Par ailleurs, le centre s'est engagé à relever le défi qui consiste à mettre en œuvre le plan du PNUE pour le mercure et les autres métaux lourds.

Depuis le CAR/PP, un soutien au niveau législatif a été demandé

auprès du Secrétariat de la Convention de Stockholm et leur prise en compte dans les futurs POP a également été abordée.

Le reste du séminaire a fait l'objet de débat sur différentes questions se rapportant au rôle des centres régionaux dans la prestation d'assistance technique, à l'analyse des Plans Nationaux de Mise en Œuvre (PNMO) et à d'autres sujets relevant d'une approche régionale.

L'accent a également été mis sur l'importance de l'échange d'informations

de tout type entre les centres, et tout particulièrement de celles relatives aux polluants organiques persistants (POP). De même, les centres nommés ont été encouragés à établir des synergies avec les autres conventions ayant trait aux substances chimiques (Convention de Rotterdam et Convention de Bâle).

En octobre, les représentants du Secrétariat viendront visiter les installations du CAR/PP afin de poursuivre les démarches visant à le convertir en un centre officiel pour la Convention. ■

5. Le CAR/PP signe un accord de collaboration avec l'Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche (UNITAR)

Le 19 juin dernier, Virginia Alzina, directrice du CAR/PP, et Charlotte Diez, présente en nom et représentation de Carlos Lopes, directeur général d'UNITAR, ont signé un protocole d'entente (sigle MOU en anglais) à Genève à travers lequel les deux centres s'engagent à entreprendre des actions concrètes et immédiates visant à renforcer la collaboration entre les deux entités.

Le travail commun du CAR/PP et d'UNITAR sera axé sur la gestion rationnelle des produits chimiques dans la région méditerranéenne et bénéficiera de l'expérience acquise par le CAR/PP en matière d'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques (ASGIPC), ainsi que de son nouveau statut en tant que centre nommé pour la Convention de Stockholm. Les domaines spécifiques de travail sont les suivants :

—Le développement des profils nationaux de gestion des produits chimiques

—La mise en place de l'ASGIPC

—Les PCB (biphényles polychlorés)

—Le mercure

—La mise en place de la Convention de Stockholm

—La stratégie et l'orientation concernant la mobilisation de ressources financières

Les objectifs prioritaires s'attachent à optimiser les ressources de la région et à développer des programmes pour des domaines spécifiques. L'ensemble de ces travaux sera mené au moyen de l'échange d'informations et de publications ainsi que sur la base de la réalisation d'activités et de l'élaboration de publications communes.

Servant de point de départ à leurs activités, un accord d'activités (sigle MOA en anglais) a pour le moment été signé afin d'élaborer un profil national pour l'ASGIPC à Malte. ■

6. Le projet GEZDI se consolide avec deux nouvelles formations en Tunisie

Après le succès de la première formation faisant partie du projet de Gestion environnementale des

zones de développement industriel (GEZDI) qui s'est tenue en Tunisie au mois de février dernier, le CAR/PP

et la GTZ ont décidé d'organiser deux formations supplémentaires faisant partie d'un cycle de



4 formations prévues dans le cadre de ce projet.

L'objectif de la deuxième formation, dispensée à Tunis du 21 au 25 avril dernier, a consisté en l'évaluation de la mise en place des premières mesures définies dans le premier plan d'action, ce qui a permis de déboucher sur l'élaboration d'un nouveau plan.

Au cours de la troisième formation tenue elle aussi à Tunis du 17 au 20 juin 2008, les 5 directeurs des GMG (Groupes de maintenance et de gestion, associations responsables de la gestion des zones industrielles de Tunis) ont défini les nouveaux plans d'action de façon plus approfondie avec le soutien de 4 consultants locaux. Cette formation s'est conclue par l'organisation d'une table ronde ayant permis de débattre du nouveau projet de loi relatif à l'aménagement et à la maintenance des parcs industriels tunisiens.

Ces deux formations se sont également attachées à présenter de nouveaux outils utiles pour une

bonne gestion des parcs industriels. Les gestionnaires ont également pu commenter les actions menées à bien dans leurs zones respectives et de nouvelles idées destinées à résoudre les problèmes envisagés ont été proposées.

Le système GEZDI comprend un suivi personnel de chaque directeur de la part des consultants locaux, ainsi que des visites régulières de leurs parcs industriels respectifs. En outre, des groupes de soutien à l'action sont organisés. Il s'agit de réunion dont l'objectif est de résoudre des problèmes très spécifiques empêchant la mise en place des différents plans d'action.

GEZDI en Tunisie

Le projet GEZDI est cofinancé par le CAR/PP et l'Agence allemande de coopération technique (GTZ) de Tunisie. Son objectif consiste à améliorer la gestion de cinq zones industrielles situées aux alentours de Tunis via la création d'un cycle de changement, le tout visant à renforcer

les capacités du pays en matière de gestion durable des parcs industriels. Le projet repose sur la formation de 4 consultants tunisiens et de 5 gestionnaires de parcs industriels sur la base de la méthodologie GEZDI à l'origine d'une combinaison novatrice de trois méthodes et outils reconnus à l'échelle internationale : PREMA®, Ecomapping et APELL.

À la fin de cette formation, les consultants locaux seront en mesure de reproduire la méthode GEZDI dans d'autres parcs de Tunisie. Ce projet prévoit la création d'un réseau de gestionnaires de parcs industriels à Tunis et la publication d'au moins 30 cas pratiques regroupant les actions menées à bien dans chacun des parcs participants. En outre, ce projet prétend répéter l'expérience dans d'autres pays méditerranéens comme l'Algérie et le Maroc.

La quatrième et dernière formation du projet est prévue du 6 au 10 octobre. Une réunion publique de présentation des résultats finaux est également envisagée en décembre. ■

7. L'initiative Horizon 2020 souligne l'importance de la formation de tous les pays

Tenue le 16 juin à Tunis, la deuxième réunion du groupe de direction de l'initiative Horizon 2020 a accordé une importance particulière aux activités de formation qui aident les pays du sud et de l'est de la Méditerranée à adopter des mesures et des politiques durables. Le séminaire sur la prévention et le contrôle intégrés de la pollution, organisé par le CAR/PP neuf jours plus tard à Séville, s'est avéré être l'une des plus importantes initiatives entreprises.

Nadhir Hamada, ministre de l'Environnement et du Développement durable en Tunisie, a inauguré la deuxième réunion du groupe de direction de l'initiative Horizon 2020 accompagnée des discours de bienvenue de la Commission européenne et du ministère en question. Le message commun aux trois intervenants s'est attaché à encourager l'assistance à poursuivre son travail en faveur de l'environnement, objectif sur lequel se sont axés les débats et témoignages réalisés pendant la journée.

La perspective du sud

Le rôle des territoires du sud a aussi bien été mis en évidence au début qu'à la fin de la réunion en ayant souligné le besoin de présenter les projets de façon positive pour l'économie du pays afin de bénéficier du soutien politique. Ainsi, selon les porte-parole du sous-groupe de réduction de la pollution : « *il faut effacer cette idée absurde selon laquelle les projets environnementaux représentent une charge économique* ». De ce fait, les ministères de l'environnement ne doivent pas être les seules entités impliquées dans le respect du milieu. En effet, cette idée doit également être prise en compte dans les budgets généraux.

En dépit de ces intentions, le professeur Najeh Dali de Tunisie et M. Ruba Al-Zoubi de Jordanie ont su donner les clés pour comprendre la perspective réelle adoptée du point de vue de ces pays. Selon eux, ces pays ont d'une part le sentiment que le Nord est responsable de la majeure partie de la pollution existante et que, par conséquent, il se doit d'investir davantage d'efforts dans la dépollution de l'environnement. D'autre part, les pays les plus pauvres se retrouvent face à de sérieux inconvénients à l'heure de donner priorité à l'environnement dans leurs politiques, étant donné qu'ils doivent également faire face à d'autres problématiques telles que la santé ou le chômage. En tout état de cause, ces deux intervenants ont affiché une attitude positive

envers l'initiative Horizon 2020 et ont assuré être disposés à travailler conjointement.

Dans la bonne direction

L'initiative Horizon 2020 a déjà servi de cadre à plusieurs actions de formation menées à bien pendant l'année 2008 : la Conférence sur la gestion municipale des déchets, l'Ébauche des besoins prioritaires du secteur privé dans la région méditerranéenne ou le Séminaire sur la prévention et le contrôle intégrés de la pollution dans le système d'autorisations industrielles organisé par le CAR/PP.

Les prochaines mesures de formation de l'initiative Horizon 2020 seront fidèles à l'esprit de ces activités initiales et s'appliqueront à conserver le besoin de complémentarité avec d'autres initiatives entreprises dans la région méditerranéenne qui s'attachent à aborder des points similaires ou connexes. Les responsables de l'initiative Horizon 2020 affirment que la clé réside dans le fait que les activités proposées apportent une valeur ajoutée au niveau régional et qu'elles reposent sur les vertus et les lacunes de la zone.

Un plan de travail incorporant ces lignes de conduite sera défini sur deux ans dans l'objectif d'identifier les différents groupes sociaux de formation et de faire ressortir les besoins prioritaires de chacun, ainsi que leurs éventuelles sources de soutien. ■

8. Événements durables

Dans le dessein de promouvoir la consommation et la production durables, le CAR/PP est conscient de l'importance de son rôle en tant que modèle social et institutionnel. Prêcher par l'exemple constitue souvent la meilleure attitude à adopter, et c'est pour cette raison que le centre reste fidèle à sa ligne de conduite en apportant des améliorations environnementales à ses actions de tous les jours.

Le 8 juillet dernier, l'ensemble du personnel du CAR/PP a suivi un cours de formation de deux heures sur les événements durables dispensé par une technicienne de l'environnement du Bureau de l'environnement de l'Université autonome de Barcelone (UAB).

La formation s'est attachée à aborder tout type de détails en relation avec l'organisation de fêtes, de congrès ou de réunions. Selon les experts, les impacts générés par n'importe quel événement peuvent être regroupés en trois catégories : espace, déchets et mobilité.

L'espace ou lieu de célébration n'appartient généralement pas à l'entité responsable de l'organisation de l'événement. Il est loué ou prêté par une institution.

Les organisateurs se doivent de veiller à la durabilité de la salle en surveillant de près l'éclairage et la climatisation.

Tout le matériel utilisé pendant l'événement génère des déchets. Il s'avère donc important de choisir des produits réutilisables (gobelets en verre au lieu de gobelets en plastique, ports USB au lieu de CD, etc.), tout en facilitant l'accès à des poubelles spéciales de recyclage. Pour que le public se sente impliqué et s'investisse dans le respect de l'environnement, il est possible, via l'apposition d'affiches, de l'encourager à utiliser moins d'eau pendant la toilette ou à faire appel au transport public pour se déplacer en ville.

Pour finir, la mobilité constitue la partie la plus problématique en ce qui concerne la production de gaz à effet de serre. C'est pourquoi il est important d'offrir aux participants la possibilité de se rendre à l'événement en train ou en autobus, et non uniquement en avion.

Le CAR/PP a soigneusement pris note de ces conseils et de bien d'autres idées qui s'avéreront assurément utiles lors de l'organisation de ses futurs événements. ■